

PREFECTURE DE L'INDRE

Secrétariat général
Mission du développement durable
SB (DRIRE -YA)

ARRETE N°2007 -02-0137 du 20 février 2007

modifiant et complétant les prescriptions relatives aux distances d'éloignement des stockages de polymères applicables à la société PIPELIFE FRANCE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire des communes de DIORS et ETRECHET

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la légion d'honneur,**

Vu le Code de l'environnement et notamment son livre V, titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris en application de la loi du 19 juillet 1976 codifié au titre I du livre V du code de l'environnement, et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-12-0476 du 28 décembre 2005 autorisant la société PIPELIFE à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une unité de transformation de matières plastiques sur le territoire des communes d'ETRECHET et de DIORS ;

Vu le courrier de l'exploitant et la révision de l'étude des dangers de l'établissement PIPELIFE FRANCE en date du 5 décembre 2006 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 janvier 2007 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de la séance du 25 janvier 2007 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 29 janvier 2007 ;

Considérant qu'en application de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 2005-12-0476 du 28 décembre 2005 prévoit dans ses articles 9.1.1 et 9.1.2.1 la possibilité d'une révision de certaines distances d'éloignement applicables aux stockages de polymères de l'établissement PIPELIFE France sur la base d'une actualisation de l'étude des dangers afférente au site ;

Considérant que les éléments exposés dans l'actualisation de l'étude des dangers du site en date du 5 décembre 2006 sont de nature à entraîner une révision des distances susmentionnées ;

Considérant que les mesures prévues par l'exploitant dans l'exercice de ses activités, complétées de l'application des dispositions de l'arrêté d'autorisation et du présent arrêté, sont de nature à prévenir efficacement les inconvénients et les dangers envers les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-12-0476 du 28 décembre 2005 à la société PIPELIFE FRANCE, dont le siège social est situé Zone Artisanale – 27600 GAILLON, pour l'exploitation de son établissement situé rue Lafayette – ZI La Martinerie – DIORS / ETRECHET, sont modifiées et complétées selon les articles ci-après.

ARTICLE 2 – Installations de stockages extérieurs de polymères

L'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-12-0476 du 28 décembre 2005 est remplacé par l'article suivant :

" 9.1.1. Stockages extérieurs

9.1.1.1. Définition des zones de protection contre les effets d'un incendie

Des zones de protection contre les effets d'un incendie sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de stockages extérieurs de polymères.

La zone 1 est celle où il convient en pratique de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industrielles mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux habités ou occupés par des tiers ou des voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 6 m par rapport à la périphérie des stockages extérieurs de polymères.

La zone 2 est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liées à de nouvelles implantations peut être admise.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, aires de camping ou de stationnement de caravanes, de nouvelles voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic de voyageurs.

Cette zone est définie par une distance d'éloignement de 9 m par rapport à la périphérie des stockages extérieurs de polymères.

9.1.1.2. Distances d'éloignement vis-à-vis des limites de propriété

Pour garantir les dispositions de l'article 9.1.1.1 l'exploitant doit s'assurer que les stockages extérieurs sont séparés des limites de propriété par un espace libre d'au moins 9 m.

Cette distance peut être portée à 6 m au minimum, sous réserve de la signature de conventions de servitudes avec les propriétaires des terrains et ouvrages concernés établissant les restrictions d'usage correspondantes sur une distance au-delà des limites de propriété de l'établissement à concurrence de l'éloignement de 9 m des stockages (3 m au plus).

9.1.1.3. Autres distances d'éloignement

Les stockages doivent être séparés des murs du bâtiment de production et des bâtiments de stockage par un espace libre d'au moins 3 m.

Les stockages doivent être divisés en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 3 000 m³. Une matérialisation au sol définit les emplacements des îlots ou la séparation entre îlots. La surface maximale d'un îlot ne peut excéder 1 000 m². La distance séparant chaque îlot doit au moins être de 3 m. A défaut, les îlots sont séparés par des murs de type REI 60 (anciennement coupe-feu de degré 1 heure), dépassant en hauteur d'au moins 1 m le niveau supérieur de stockage et de 0,5 m latéralement.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 3 m, sauf pour les produits dénommés JUMBO limitée à 4 m. Le stockage doit être exclusivement réservé à l'entreposage des produits finis de l'établissement. Il est interdit de stocker d'autres matières à moins de 5 m des îlots de stockage.

Les passages entre les îlots doivent être entretenus en état de propreté et libres de façon à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Tout stationnement de véhicules est interdit sur ces passages. Les chariots de manutention doivent remisés soit dans un local, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet distantes d'au moins 5 m des îlots de stockage. "

ARTICLE 3 – Installations de stockage en bâtiments de polymères

L'article 9.1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-12-0476 du 28 décembre 2005 est remplacé par l'article suivant :

" 9.1.2.1. Distances d'éloignement

Les stockages en bâtiments doivent être implantés à une distance :

- d'au moins 15 m des immeubles habités ou occupés par des tiers, des limites de propriétés et des voies ouvertes à la circulation publique,
- d'au moins 10 m des bâtiments abritant le personnel et du bâtiment de production,
- d'au moins 3 m des aires extérieures de stockage des produits finis. "

ARTICLE 4 – Notification, affichage et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Copies en seront adressées aux maires des communes d'ETRECHET et de DIORS et à Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre.

ARTICLE 5 – Droit de recours

L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 6 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 7 – Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, les maires d'ETRECHET et de DIORS, Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour LE PRÉFET,
et par délégation
La Secrétaire Générale


Claude DULAMON